

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le (voir la date  
d'approbation du rapport)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 juin 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ACGR Surfaces**

1 PLACE DE LA GARE  
BP 39  
59230 Rosult

Références : V3-2024-248  
Code AIOT : 0007001068

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 juin 2024 dans l'établissement ACGR Surfaces (et ACGR Tôlerie) implanté 1 place de la Gare BP 39 59230 Rosult. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite au constat, à de nombreuses reprises, de certaines non-conformités graves chez ACGR Surfaces. Cela a conduit à la signature par Monsieur le Préfet du nord d'un arrêté préfectoral de suppression d'installations classées le 20 décembre 2022 et d'un arrêté préfectoral ordonnant la mise sous scellées des installations de galvanisation et de traitement de surface du 31 juillet 2023.

Le 02 mai 2024, à la demande de Monsieur le Procureur de la République, l'exploitant a fait l'objet d'une audition par la Gendarmerie Nationale. Lors de celle-ci, il a indiqué que les engagements suivants seraient respectés d'ici le 30 juin 2024 :

- le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation d'exploiter de ses installations (compte tenu de l'augmentation des capacités de ses baignoires) ;
- de faire capter et surveiller les baignoires susceptibles d'émettre des rejets dans l'air ;
- de disposer d'un stockage de 600m<sup>3</sup> d'eau d'extinction d'incendie.

La présente visite d'inspection visait à vérifier, de manière inopinée et avec le concours des forces de l'ordre, si l'exploitant s'était mis en conformité avec les dispositions applicables. En cas de non-respect, les scellés doivent être apposés immédiatement.

Cependant, lors cette visite, l'inspection constate les nombreuses démarches et travaux réalisés (ou en cours de réalisation). Ainsi l'inspection de l'environnement a décidé de ne pas faire apposer les scellés immédiatement, mais de planifier une nouvelle visite d'inspection dans un délai très court.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACGR Surfaces
- 1 place de la Gare BP 39 59230 Rosult
- Code AIOT : 0007001068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ACGR Surfaces a été créée en 2013 lors du rachat par le groupe MGF de la société ACGR, qui a été scindé en deux entités, ACGR Surfaces et ACGR Tôlerie.

La société ACGR Tôlerie présente sur le site exerce des activités de travail mécanique des métaux et chaudronnerie. L'activité d'ACGR Tôlerie a été déclarée le 15 mars 2021. Cette installation n'a pas été inspectée le 20 juin 2024.

La société ACGR Surfaces regroupe les activités de traitement de surface, de galvanisation et de peinture. L'activité de l'établissement est encadrée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1981.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative ;
- Air ;
- Incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AP d'apposition de scellés - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1	Sans objet
2	AP d'apposition de scellés - Captation et surveillance des rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1	Sans objet
3	AP d'apposition de scellés - Protection risque incendie	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

A l'issue de cette inspection, il a été constaté que l'exploitant a entrepris des travaux importants de mise en conformité. Compte tenu de ces éléments l'inspection de l'environnement a pris la décision de ne pas faire apposer les scellés tel que prévu initialement.

L'inspection effectuera une nouvelle visite dans un délai court pour s'assurer du respect des prescriptions des fiches 2 et 3. Si les prescriptions ne sont toujours pas respectées, des scellés pourront être apposés à ce moment-là, si nécessaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : AP d'apposition de scellés – situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <b>Considérant</b> que les installations de la société ACGR SURFACES sont exploitées sans l'autorisation nécessaire et en dépit des mesures de fermeture issues de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2022 susvisé, à la date d'édiction du présent arrêté ;  (...) <b>Article 1 - Apposition de scellés</b>  <b>En application des dispositions de l'article L. 171-10 du code l'environnement, il est ordonné l'apposition de scellés, par un agent de la force publique, en présence de l'inspection des installations classées, sur le site exploité par la société ACGR SURFACES située sur la commune de ROSULT.</b>
<b>Constats :</b>  Le 10 juin 2024, l'exploitant a déposé un dossier d'autorisation d'exploiter, indiquant l'augmentation de capacité de ses activités. Ce dossier fait actuellement l'objet d'une instruction par le service de l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant a bien régularisé la situation administrative de son site en déposant un nouveau dossier d'autorisation. Aucune suite n'est envisagée à ce stade dans l'attente de l'instruction effective de ce dossier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rejets dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Considérant</b> la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liée à la poursuite de l'activité de la société en situation irrégulière, et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'absence de dispositif de captage au-dessus du bain de galvanisation et des bains de traitement de surface, contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 susvisé et l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, conduit à une atmosphère enfumée dans l'atelier de traitement de surface. Cette atmosphère enfumée est potentiellement explosive et/ou toxique et peut être source de pollution du milieu naturel.</li><li>• L'absence de surveillance des rejets des dispositifs de captation ne permet pas d'apprécier les conséquences environnementales de cette installation.</li></ul> <b>Article 1 - Apposition de scellés</b>  En application des dispositions de l'article L.171-10 du code l'environnement, il est ordonné l'apposition de scellés, par un agent de la force publique, en présence de l'inspection des installations classées, sur le site exploité par la société ACGR SURFACES située sur la commune de ROSULT.  <b>Constats :</b>  <u>Pour la partie bains de traitement de surface :</u>  Huit bains de traitement acides doivent être équipés d'un système d'aspiration des rejets atmosphériques.  Le dispositif retenu par l'exploitant est composé : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un réseau de conduits en PVC repartis de chaque côté des bains ( deux conduits pour chaque bain). Chaque conduit est perforé de petits trous permettant au gaz d'être aspiré dans le conduit ;</li><li>• Ces conduits sont raccordés à deux conduits principaux (plus importants en diamètre) conduisant les gaz à deux cheminées d'évacuation placées en périphérie du bâtiment. L'aspiration des gaz vers ces points de rejets est favorisé par deux moteurs. L'ensemble forme un réseau d'évacuation interconnecté.</li></ul> Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que tout le système est en réseau avec les deux moteurs en fonctionnement simultané.  Si l'un des deux moteurs est en panne, un fonctionnement "en mode dégradé" avec un seul moteur est possible (évitant ainsi en toute circonstance l'absence complète d'aspiration des vapeurs).

Lors de la visite :

Quatre baignoires sont entièrement équipées (chacune de ces quatre baignoires est bien reliée à un système complet de conduits + conduit central + un moteur + une cheminée de rejet). Le système d'aspiration pour les 4 autres baignoires est en cours de mise en place et l'exploitant a pu présenter les différentes pièces disponibles pour la réalisation du montage.

L'exploitant indique que les installations d'aspiration devraient être opérationnelles pour le 30 juin 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'engager de manière continue à déployer les moyens d'aspiration et de contrôle de ses rejets.

Au regard des actions mises en place par l'exploitant et des engagements pris, l'inspection ne procède pas lors de la présente inspection à l'apposition de scellés sur les installations visées par l'article 1 de l'Arrêté Préfectoral du 31/07/2023.

Une nouvelle inspection sera réalisée dans un délai court afin de vérifier les engagements de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite dans l'attente d'une nouvelle inspection dans un délai court

**N° 3 : Protection risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Protection risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <ul style="list-style-type: none"><li>• L'absence de moyens de lutte contre l'incendie empêche la maîtrise d'un éventuel incendie et fait courir un risque aux riverains de l'installation et aux usagers de la ligne de train qui borde l'installation.</li></ul> (....) <b>Article 1 - Apposition de scellés</b>  <b>En application des dispositions de l'article L.171-10 du code l'environnement, il est ordonné l'apposition de scellés, par un agent de la force publique, en présence de l'inspection des installations classées, sur le site exploité par la société ACGR SURFACES située sur la commune de ROSULT.</b>
<p>L'exploitant prévoit d'implanter une capacité de 600 m<sup>3</sup> contenue dans une bâche d'eau souple. Une fois chargée, cette bâche aura un poids d'environ 600 tonnes, nécessitant des fondations en béton adaptées (afin d'être en capacité mécanique de supporter le poids de la bâche remplie d'eau sans déformation du sol ni déchirure de la bâche).</p> <p>L'exploitant indique être assisté par une société spécialisée pour la réalisation de la dalle et pour se fournir pour la bâche et tous les éléments de raccords.</p> <p>L'exploitant ajoute être en contact étroit avec le SDIS 59 pour recueillir leurs exigences techniques en amont du projet.</p> <p>Par ailleurs, la réception de la bâche en eau sera réalisée, selon l'exploitant, en leur présence avant le 28 juin 2024.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la dalle en béton était terminée et que les éléments annoncés par l'exploitant étaient bien présents sur site, notamment la bâche pliée dans un carton, ainsi que les vannes de sectionnement et de raccordement, etc.</p> <p>Au regard des actions mises en place par l'exploitant et des engagements pris, l'inspection ne procède pas lors de la présente inspection à l'apposition de scellés sur les installations visées par l'article 1 de l'Arrêté Préfectoral du 31/07/2023.</p> <p>Une nouvelle inspection sera réalisée dans un délai court afin de vérifier les engagements de l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite dans l'attente d'une nouvelle inspection à brève échéance.